

ARRÊTÉ MUNICIPAL DE CIRCULATION SUR LA COMMUNE DE MORILLON N° 234/2026
PORTANT SUR DES TRAVAUX DE BRANCHEMENT À L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET
ASSAINISSEMENT

Le Maire de la commune de Morillon,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU le Code de la Route ;
VU le Code de Voirie Routière ;
VU le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;
VU l'arrêté n°80/2016 du 29 novembre 2016 réglementant l'utilisation des poteaux incendie ;
VU l'arrêté n°117/2023 du 29 mars 2023 portant réglementation de la circulation sur Morillon ;
VU la demande présentée en date du 07 septembre 2026 de l'entreprise VEOLIA demeurant 200 route des Bois – 74800 MORILLON, représenté par M. DORIER Bastien, pour réaliser le branchement à l'alimentation en eau potable ainsi que l'assainissement pour le compte d'un particulier ;
VU l'arrêté portant permis de stationnement accordé le 11 septembre 2026 ;
CONSIDÉRANT que pour permettre la réalisation de ces travaux, il appartient à l'autorité municipale de réglementer provisoirement la circulation routière et le stationnement ;

ARRÊTE

Article 1 : La circulation des usagers route des Champs entre le n°797 et le n°857 est réglementé provisoirement, comme indiqué en rouge sur le plan ci-après



Article 2 : La circulation se fait sur demi-chaussée avec une largeur de voie maintenue à 3m. Cette dernière s'effectue par un alternat manuel avec la mise en place d'un sens des points de repères décroissants.

À l'approche du chantier, la vitesse est limitée à 30km/h, le stationnement et le dépassement sont interdits sur l'emprise et pendant toute la durée de ce dernier.

Article 3 : Ces réglementations s'appliquent du lundi 14 au vendredi 18 septembre 2026. Exceptés pour les véhicules de service, de secours et d'incendie, de police ou de gendarmerie.

- Article 4 :** Les boîtes de branchement doivent être situées en dehors de l'emprise de la voirie.
- Article 5 :** Le stationnement des véhicules de l'entreprise s'effectue dans le dispositif sécurisé.
- Article 6 :** Sur le parcours de la section soumis à ces restrictions provisoires, les conducteurs des véhicules doivent, le cas échéant, se conformer aux indications des employés de l'entreprise ou des services de police.
- Article 7 :** L'entreprise VEOLIA a la responsabilité de la signalisation réglementaire de son chantier qui est conforme aux prescriptions en vigueur, de la mise en place de la signalisation et est responsable de tous les accidents pouvant survenir du fait des travaux.
- Article 8 :** En cas de dégradation de la signalisation horizontale suite au terrassement, l'entreprise VEOLIA doit remettre à l'état initial.
- Article 9 :** L'entreprise doit assurer la propreté de la voie communale à proximité du chantier par tous moyens permettant le balayage et /ou le lavage de la route.
Toute prise d'eau sur poteau incendie est interdite.
- Article 10 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et le cas échéant de sa transmission au représentant de l'Etat.
Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.
Dans cette hypothèse, le délai du recours pour excès de pouvoir est de deux mois à compter de la réponse explicite de l'auteur ou de la réponse implicite de l'auteur, laquelle intervient deux mois après le recours gracieux.
- Article 11 :** Monsieur le Maire de Morillon est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :
- ☞ Monsieur l'adjutant-chef de la gendarmerie de Taninges-Samoëns,
 - ☞ Monsieur le Chef du CERD Taninges-Samoëns
 - ☞ Monsieur le Chef de centre de secours de Samoëns,
 - ☞ L'entreprise VEOLIA,
 - ☞ La communauté de communes des montagnes du Giffre,
 - ☞ Le Responsable des Services Techniques de la Commune de Morillon,
 - ☞ Le Policier Municipal de Morillon,

Fait à Morillon, le 11 septembre 2026

Le Maire,
Laurent TRONCHET



Notifié le :
Affiché le :

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.